

Pour la création d'emplois de qualité, pour la croissance durable, un grand plan d'investissement à l'échelle de l'Europe

La CFDT, la CGT, la FSU, l'UNSA et la Confédération Européenne des Syndicats (CES) ne se contentent pas de dénoncer et de mobiliser contre les politiques d'austérité qui conduisent à la récession et à un désastre économique et social. Elles proposent un grand plan européen pour l'investissement, une croissance durable et des emplois de qualité. Ce plan () constitue « Une nouvelle voie pour l'Europe ».*



Son but : créer jusqu'à 11 millions d'emplois en relançant l'économie par un effort important d'investissement de l'ordre de 260 milliards d'euros par an pendant dix ans. Cette somme équivaut à 2 % du PIB européen soit deux fois le budget annuel de l'Union européenne.

Pourquoi un plan d'investissement ?

Avec la crise financière de 2008-2009, l'Europe traverse l'une des crises économiques et sociales les plus profondes depuis la seconde guerre mondiale. La plupart des pays européens connaît une croissance faible voire négative. Selon la Commission européenne, le taux de croissance de l'Union européenne devrait être nul en 2013, après avoir baissé de 0,4 % en 2012. Certains pays comme la Grèce, l'Espagne, l'Italie ou les Pays-Bas sont encore en récession.

Le taux de chômage n'a jamais été aussi élevé (11 % en moyenne en Europe). Dans plusieurs pays, il franchit même les 15 % et parvient à des niveaux insupportables en Grèce et en Espagne (plus de 25 %), en particulier chez les jeunes (57 %).

La pauvreté, la précarité et l'exclusion se développent partout en Europe.

Pour sortir de cette situation très grave, il est impératif de changer de cap. Il est urgent de stopper l'austérité et de relancer l'économie de manière

massive en Europe, en investissant et en créant un grand nombre d'emplois de qualité.

Pourquoi à l'échelle européenne ?

Les difficultés économiques de certains pays se répercutent sur toute l'Europe :

- parce qu'ils importent moins de marchandises venant d'autres pays européens et offrent donc moins de débouchés à nos produits ;
- parce qu'ils baissent les salaires, s'attaquent à la protection sociale et aux conditions de travail pour être compétitif et exporter ;
- parce qu'en s'attaquant à leur modèle social, ils mettent la pression sur tous les autres.

Il faut sortir de cette spirale dangereuse pour tous les travailleurs.

Face à une crise qui frappe toute l'Europe, la seule réponse efficace est une réponse européenne. Ce n'est pas en opposant les pays les uns aux autres que l'Europe trouvera la réponse mais bien par une action commune qui permettra à tous de s'en sortir. Un plan européen permet à tous les pays d'emprunter au même taux.

Un plan d'investissement coordonné à l'échelle européenne, visant le développement durable



(*) Pour plus d'information www.etuc.org

et des emplois de qualité, peut générer un cercle vertueux de croissance économique, en jouant sur :

- l'augmentation de la consommation des ménages, notamment par l'accès des chômeurs à un travail de qualité, et à un revenu minimum pour tous ;
- des produits et des services innovants permettant de faire face aux défis environnementaux, démographiques et sociaux.

L'Europe peut être son propre moteur de croissance. Cette nouvelle voie peut créer à terme des millions d'emplois.

Pour quoi faire ?

Les besoins ne manquent pas tant sont importants les défis auxquels l'Europe est confrontée :

- transition énergétique et écologique : pour aller vers une économie bas carbone, économe en énergie et respectueuse de l'écosystème ;
- éducation et formation : un effort massif est nécessaire pour permettre l'accès de tous à l'éducation et pour l'élévation et la reconnaissance des qualifications afin de faire face aux besoins considérables d'innovations dans l'ensemble des secteurs ;
- une industrie performante et une réindustrialisation dans des pays comme la France, ainsi que des services de haut niveau, tout en s'inscrivant dans un modèle de développement équilibré et respectant l'environnement ;
- des réseaux et infrastructures de transports et de communication ;
- des logements sociaux et une rénovation urbaine ;

- des services publics, par exemple en matière de santé pour répondre aux besoins nouveaux générés par le vieillissement.

Les conditions du succès

La réussite de ce plan nécessite la participation des travailleurs et l'implication des organisations syndicales pour peser sur les décisions, pour veiller à l'utilisation des crédits, pour éviter les gaspillages.

Ce plan doit être complété par des progrès dans l'harmonisation des fiscalités nationales comme l'impôt sur les sociétés, afin de limiter les pratiques de mise en concurrence entre les pays auxquelles se livrent de nombreuses entreprises.

Cette harmonisation doit garantir le maintien de systèmes de protection sociale de qualité contrairement à la course au moins disant social et fiscal qui aggrave la crise. De ce point de vue, la lutte contre les abus du détachement des travailleurs en Europe est essentielle. Il faut assurer le respect et le développement des normes sociales européennes afin de lutter contre les emplois précaires et promouvoir des emplois de qualité : il faut mettre en œuvre le contrat social pour l'Europe proposé par la CES (*).

Un syndicalisme qui prend ses responsabilités

Ainsi, face aux défis auxquels l'Europe est confrontée, le syndicalisme ne reste pas l'arme au pied.

Il prend ses responsabilités en avançant des propositions à la fois ambitieuses, concrètes et réalistes. Il se mobilise pour les faire connaître : une grande manifestation européenne aura lieu le 4 avril à Bruxelles.

La CFDT, la CGT, la FSU, l'UNSA ont choisi cette démarche. Ainsi, nous ne ménagerons pas nos efforts pour faire connaître aux salariés et aux citoyens, aux décideurs économiques et politiques, ce grand plan d'investissement à l'échelle de l'Europe. Nous militerons pour le faire avancer concrètement et participerons massivement à la manifestation européenne du 4 avril 2014.

(*) Pour plus d'information www.etuc.org